(N° 76.)

Chambre des Représentants.

Séance du 26 Février 1904.

Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1904 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DALLEMAGNE.

Messieurs,

Le budget de la gendarmerie pour 1904 s'élève à la somme de . . . . . fr. 8,723,967.69
dont pour les dépenses ordinaires. 7,181,347.69
Ce chiffre est en augmentation sur celui adopté pour 1903 de 125,625.70
Et pour les dépenses exceptionnelles. . . . . 1,542,620. »
en augmentation de . . . . . 430. »
sur le chiffre de 1903.

L'augmentation des dépenses ordinaires provient, pour la plus forte part, de l'établissement de nouvelles brigades et de l'augmentation de l'effectif du corps de la gendarmerie.

Cette augmentation est de 29 sous-officiers et gendarmes à cheval et 52 sous-officiers et gendarmes à pied.

L'effectif de la gendarmerie prévu pour l'exercice 1904 comprendra :

	71 officiers et	86 chevaux.
	3,154 gendarmes et	1,794 »
Total. .	3,225 hommes et	1,880 chevaux.

En 1899, l'effectif était de :

	69 officiers et	84 chevaux.
	2,843 gendarmes et	1,727 »
Total. .	2,912 hommes et	1,811 chevaux.

(1) Budget n° 4, XI.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerincx, était composée de MM. de Meester, Sadiller, Ruzette, d'Huart, Verheyen et Dallemagne.

L'augmentation totale depuis 1900 est donc de 313 hommes et 69 chevaux.

Ce qui ne fait qu'une moyenne de 62 hommes par an.

En 1903, les brigades suivantes ont été créées par arrêté royal du 19 juillet :

Une brigade à cheval à Tessenderloo et une brigade à pied dans chacune des communes ci-après :

Anderlecht, Ruysbroeck, Bernissart, Esneux, Vierset-Barse, Wierde, Mellier, Jusseret, Libin.

Le relèvement des traitements et allocations, inauguré dans le budget de 1903, est favorable au recrutement et à la sélection des candidats.

Le traitement des gendarmes à pied est de 1,110 à 1,240 francs, suivant la classe.

Celui des gendarmes à cheval, de 1,320 à 1,400 francs.

« Ils ont, en outre, le logement, chauffage, éclairage et la nourriture. »

A propos du logement des gendarmes, la question suivante a été adressée à M. le Ministre de la Guerre :

1re Question.	Réponse.
Logement des gendarmes mariés : Au budget de 1903, un crédit de 30,000 francs était demandé pour le logement des gendarmes mariés. Au 1er janvier 1903, il restait encore 118 gendarmes mariés logés à leurs frais. Combien en restera-t-il encore au 1er janvier 1904 ?	Au 1er janvier 1904, il restera encore 87 gendarmes mariés logés à leurs frais, soit 31 en moins qu'au 1er janvier 1903. Mais il est à remarquer qu'au lieu de 1,677 qu'il était à cette dernière date, le nombre de gendarmes mariés est de 1,811 au 1er janvier 1904, soit une augmentation de 134, d'où il résulte que, pendant l'année 1903, le département de la guerre a procuré supplémentairement le logement à 165 gendarmes mariés.

Chaque année, la section centrale réclame contre cette anomalie des logements des gendarmes mariés.

Il faut reconnaître que depuis quelques années, et surtout depuis 1903, grâce au crédit de 30,000 francs, un grand progrès a été réalisé, mais l'anomalie subsiste toujours.

L'an dernier, le Département de la Guerre objectait la difficulté de trouver des logements à proximité des casernes.

Il a été fait justice de cette objection par le fait que les intéressés en trouvent bien et qu'il suffirait de les indemniser pour faire disparaître l'anomalie dont on se plaint.

Le crédit de 110,000 francs porté pour la première fois aux dépenses ordinaires pour le reliement des brigades au téléphone, se trouve compris pour 1904 dans le crédit total des dépenses ordinaires.

La section centrale a demandé au Département de la Guerre quel est le principe directeur qui sert de base à l'affectation du crédit et quel est le plan du Département de la Guerre pour l'avenir.

L'administration des télégraphes a été invitée par le Département de la Guerre à raccorder aux réseaux téléphoniques toutes les casernes de gendarmerie du pays.

Ces raccordements sont exécutés aux prix des tarifs, déduction faite de la réduction de 33 p. c. qui est consentie en faveur des abonnements souscrits par les administrations de l'État, moyennant certaines prestations de ces dernières quant à l'occupation de leurs immeubles par les supports téléphoniques.

Les derniers raccordements devant être exécutés dans les parties du pays où le service téléphonique est le moins développé, donneront lieu à des travaux importants et il n'est pas possible d'indiquer dès maintenant l'époque à laquelle ils seront tous terminés,

Ce sont précisément les brigades, établies dans les parties du pays où le service téléphonique n'existe pas et où le service télégraphique n'existe guère, qu'il importe le plus de relier aux centres importants ; et à ce sujet la question suivante a été posée pour compléter le renseignement donné par la précédente :

2e Question.	Réponse.
Combien de brigades sont reliées au téléphone en fin de 1903, et combien en reste-t-il encore à relier en 1904?	Fin 1903, 270 brigades de gendarmerie sont reliées au téléphone, il en reste encore 72 à relier.

Dans ces derniers temps, certaines vacances qui se sont produites parmi les hauts grades de la gendarmerie ont donné lieu à des craintes de voir ces positions attribuées à des officiers de l'armée.

Ces appréhensions se sont produites précédemment au Parlement et la presse s'en est fait l'écho. La section centrale a posé à ce sujet la question suivante :

3e Question.	Réponse.
La section centrale demande qu'en principe, et sauf pour le commandement général, les nominations d'officiers soient réservées à ceux qui ont fait carrière dans la gendarmerie. Et ce, pour ne pas briser leur carrière à cause de leurs aptitudes spéciales.	Depuis longtemps aucun membre de l'armée n'a été appelé à servir comme officier supérieur ou subalterne dans les rangs de la gendarmerie. Néanmoins, le Gouvernement ne peus s'engager en principe à agir ainsi dans toutes les circonstances La carrière des officiers de gendarmerie, plus rapide que celle de leurs collègues de l'armée, ne serait, en tout cas, pas compromise par des dérogations exceptionnelles aux règles qui président aujourd'hui à leur recrutement et à leur avancement.

La section centrale prend note de cette déclaration, qui range dans les cas exceptionnels la nomination aux grades de la gendarmerie, d'officiers de l'armeé.

Il est du plus haut intérêt, pour la sécurité publique, que les officiers de gendarmerie aient confiance dans l'avenir que peut leur ménager l'espoir d'un avancement légitime.

C'est le stimulant de leur zèle à accomplir une mission parfois pénible et délicate et c'est la récompense qu'ils doivent attendre de leur dévouement.

Si, après de longs et loyaux services, cette récompense leur échappe, que peut-il en résulter, sinon le découragement et ses conséquences.

Dédoublement des compagnies du Hainaut et du Brabant.

En suite d'un vœu émis par la section centrale de 1900, les compagnies du Brabant et du Hainaut ont été dédoublées et forment ainsi quatre compagnies qui ont leurs sièges à Bruxelles et à Ixelles, à Mons et à Charleroi. Les compagnies de Bruxelles et de Mons sont commandées par des capitaines-commandants, celles d'Ixelles et de Charleroi par des capitaines en second, et cependant les compagnies d'Ixelles et Charleroi sont absolument indépendantes des autres. Il existe de ce chef à Ixelles et à Charleroi, pour ces deux nouvelles compagnies, un conseil d'administration, une comptabilité complètement montée, avec compte courant à la Banque, en un mot le service complet des compagnies en état de service.

Cette organisation de deux nouvelles compagnies, qu'on appelait *groupes provisoires*, commandées par des capitaines en second, paraissait devoir n'être que transitoire.

Or, depuis 1901, époque où ces compagnies ont été constituées, jusqu'aujourd'hui, on peut dire que l'expérience est faite. Les deux nouvelles compagnies sont complètement organisées et il n'existe aucune raison de maintenir le provisoire qui a duré suffisamment. Il est évident qu'il est impossible de supprimer ces nouvelles compagnies et de les réintercaler dans les anciennes.

Le provisoire est devenu l'état normal pour ces Compagnies, il est donc nécessaire qu'il en soit de même pour les commandants.

La dépense qui peut résulter de cette régularisation d'une situation pro- [illegible] destinée à devenir normale, se monte à *3,000* francs.

[illegible] plus graves inconvénients de cette situation provisoire est la [illegible] produit dans les rapports des autorités administratives et [illegible] vison[illegible] [illegible]mpagnies du Brabant et du Hainaut. Il arrive que des [illegible]t exclusivement les compagnies d'Ixelles et de confusion qu'en[illegible] [illegible] à Mons aux capitaines-commandants et militaires avec les co[illegible] [illegible] des compagnies d'Ixelles ou de Char- documents qui concerne[illegible] [illegible]bles au service. Charleroi vont à Bruxelles e[illegible] vouloir bien examiner cette doivent être renvoyés aux capitaines leroi. De là des pertes de temps préjudici[illegible]

La section centrale prie M. le Ministre de situation avec une bienveillante attention.

[illegible]ion

Dépenses exceptionnelles.

Au chapitre III, article 3, de la note préliminaire, un crédit de 1 mil[illegible]

246,000 francs est demandé pour l'amélioration du casernement : bâtiments et mobilier.

« Ce crédit forme la suite de ceux qui ont été votés aux budgets des » quatre derniers exercices. »

4e Question.	Réponse.
La section centrale a demandé quelques détails sur l'emploi du crédit relatif à l'amélioration du casernement de la gendarmerie (bâtiments et mobilier) de 1,246,000 francs. Quelles sont les casernes construites et réparées en 1903 ? Quelle est la somme spécialement affectée à la caserne qui doit remplacer celle de Tervueren ?	Il sera affecté une somme de 175,000 fr. environ, pour la continuation de la construction de la caserne destinée à l'escadron mobile et d'instruction. De la somme de 1,071,000 francs qui restera disponible, l'on consacrera environ 185,000 francs à l'acquisition de terrains pour la construction de casernes à Dinant et à Courtrai ; environ 70,000 fr. à l'acquisition d'immeubles actuellement en location destinés à s'ajouter aux casernes ; environ 11,000 francs à l'acquisition de mobilier pour nouvelles brigades ; environ 105,000 francs à l'amélioration des casernes existantes ; environ 700,000 francs à la construction de nouvelles casernes, en remplacement de casernes existantes très défectueuses ou bien pour y installer de nouvelles brigades. Parmi ces casernes à construire se trouveront celle de Visé, qui sera adjugée en janvier 1904, celles de Hannut, d'Asch, d'Herderen, de Fleurus, de Cruyshautem, d'Oostcamp, de Hofstade et de Zonnebeke.

A l'article 6 (nouveau), *Armement*, un crédit de 223,000 francs est demandé.

Le Gouvernement se propose d'armer la gendarmerie de la carabine à répétition, modèle 1889, avec baïonnette.

La section centrale a posé à ce sujet la question suivante :

5e Question.	Réponse.
Où en est l'armement des gendarmes ?	L'armement actuel du corps de la gendarmerie se compose : a) *pour les gendarmes à pied*, d'un mousqueton Albini avec baïonnette ; d'un sabre briquet ; d'un pistolet automatique du type adopté pour les officiers de l'armée. b) *pour les gendarmes à cheval*, des

mêmes armes que ci-dessus (à l'exception du sabre briquet) et d'un sabre de cavalerie.

***

Dès l'an dernier, le Département de la Guerre se préoccupait du remplacement du mousqueton Albini des gendarmes par une arme à feu perfectionnée du type « à répétition » en usage dans notre cavalerie.

Il sera possible vraisemblablement de décréter à très bref délai l'adoption, pour l'armement de la gendarmerie, de la carabine Mauser. Le yatagan dont est pourvue cette carabine entraînera naturellement la suppression du sabre briquet pour les gendarmes à pied.

Une somme de 225,000 francs, à consacrer à la fabrication des 3,500 carabines nécessaires, y compris une certaine réserve, est prévue au dépenses exceptionnelles du budget de la gendarmerie pour 1904.

Lorsque les gendarmes auront été dotés d'une carabine Mauser, leur armement sera de tout premier ordre; ils se composera des objets suivants :

Une carabine à répétition avec yatagan;

un pistolet automatique;

un sabre de cavalerie (pour les gendarmes à cheval).

Les autres articles du chapitre des dépenses exceptionnelles sont justifiés suffisamment dans la note préliminaire et ne nécessite aucune explication complémentaire.

Police rurale.

Chaque année, depuis longtemps, le rapport du budget de la gendarmerie (voir rapports, 1901, 1902, 1903) réclame le projet, promis depuis non moins longtemps, de la réorganisation de la police rurale, et chaque année la réponse est la même.

« Unecommission, instituée à cet effet, étudie un projet de réorganisation » de la police rurale. »

L'an dernier, le rapport donnait un aperçu historique des travaux de la célèbre commission.

Il n'est peut-être pas inutile de le reproduire.

Une première commission, qui avait pour objet l'étude d'un projet de réorganisation de la gendarmerie et de la police rurale, fut instituée en 1892, cette commission formula un projet très complet qui devint caduc par suite de la dissolution de la Chambre.

Le 10 août 1901, une nouvelle commission est nommée.

Le 2 janvier 1902, cette commission éprouva le besoin de s'augmenter d'un certain nombre de membres.

« A la date du 1er février 1903, d'après la réponse du Gouvernement à la » section centrale, la commission chargée de l'étude des questions relatives » à la police rurale et qui a été appelée également à donner son avis sur le » projet de loi réorganisant la gendarmerie, avait tenu quinze séances. La » commission compte remettre prochainement au Gouvernement le résultat » de ses travaux. »

Aujourd'hui, la section centrale reproduit sa question :

6e Question.	Réponse.
Où en est la question de la police rurale? Où en sont les travaux de la commission instituée par arrêté royal du 10 août 1901 ?	Les travaux de la commission sont terminés. Le Gouvernement attend le rapport qui lui sera remis prochainement.

Force nous est donc d'attendre ce rapport dont l'élaboration aura coûté trois années d'études.

En attendant, qu'il nous soit permis de remémorer les désiderata de divers congrès et associations agricoles et industrielles :

1° Nécessité de réformer la législation relative aux délits des enfants mineurs. — Loi du 27 novembre 1891 ;

2° Nécessité de réformer au plus tôt la police rurale en renforçant les postes de gendarmerie, en les reliant par téléphone, ou en leur confiant certaines attributions spéciales ;

3° Rétablissement des gardes particuliers industriels.

Tous ces points ont été traités dans le rapport de 1903.

DISCUSSION DANS LES SECTIONS.

1re section : Le Budget est adopté par 10 voix contre 1 et une abstention.
2e — Le Budget est adopté par 14 voix contre 1.
3e — Le Budget est adopté à l'unanimité moins une abstention.
4e — Le Budget est adopté par 9 voix contre 3.
5e — Le Budget est adopté par 8 voix contre 1.

6e section : Le Budget est repoussé par 7 voix contre 6 et une abstention.

Le section centrale a voté le Budget et approuvé le rapport à l'unanimité des cinq membres présents.

Le Rapporteur, *Le Président,*

JULES DALLEMAGNE. E. NERINCX.

(Nr 76.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Vergadering van 26 Februari 1904.

Begrooting voor het korps der Gendarmerie, dienstjaar 1904 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DALLEMAGNE.

Mijne Heeren,

De Begrooting voor de gendarmerie, dienstjaar 1904, beloopt . . . . . fr. 8,725.967.69
waarvan voor gewone ontvangsten 7,181,347.69
Dit cijfer is 125,625.70
hooger dan het voor 1903 aangenomene
En voor buitengewone uitgaven. . . . . 1,542,620. »
of . . . . . 450. »
meer dan in 1903.

De verhooging der gewone uitgaven is meerendeels te wijten aan het inrichten van nieuwe brigades en de vermeerdering der getalsterkte van het korps der gendarmerie.

Deze vermeerdering bedraagt 29 onderofficieren en gendarmen te paard en 52 onderofficieren en gendarmen te voet.

De getalsterkte der gendarmerie, voorzien voor het dienstjaar 1904, zal bevatten :

	71 officieren en	86	paarden.
	3,154 gendarmen en	1,794	»
Te zamen. .	3,225 manschappen en	1.880	paarden.

In 1899, bedroeg de getalsterkte :

	69 officieren en	84	paarden.
	2.843 gendarmen en	1.727	»
Te zamen. .	2,912 manschappen en	1.811	paarden.

(1) Begrooting, nr 4, XI.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerincx, bestond uit de heeren de Meester, de Sadeleer, Ruzette, d'Huart, Verheyen, Dallemagne.

Dus sedert 1900 eene vermeerdering van 313 manschappen en 69 paarden.

Dat maakt gemiddeld 62 man per jaar.

In 1903, werden bij koninklijk besluit van 19 Juli de volgende brigades ingericht :

Eene brigade te paard te Tessenderloo en eene brigade te voet te Anderlecht, Ruisbroek, Bernissart, Esneux, Vierset-Barse, Wierde, Mellier, Jusseret, Libin.

Het verhoogen der jaarwedden en tegemoetkomingen, aangevangen op de begrooting van 1903, bevordert het werven en uitkiezen der candidaten.

De jaarwedde der gendarmen te voet bedraagt van 1,110 tot 1.240 frank, volgens de klasse.

Die der gendarmen te paard, van 1,320 tot 1,400 frank.

Daarenboven genieten zij huisvesting. vuur en licht en voeding.

Over de huisvesting der gendarmen werd onderstaande vraag gericht tot den heer Minister van Oorlog :

Eerste vraag.	Antwoord
Huisvesting van gehuwde gendarmen : Op de begrooting voor 1903 was een krediet van 30,000 frank uitgetrokken voor het huisvesten van gehuwde gendarmen Op 1 Januari 1903, waren nog 118 gendarmen gehuisvest op eigen kosten. Hoeveel blijven er nog over op 1 Januari 1904?	Op 1 Januari 1904 zullen nog 87 gehuwde gendarmen op eigen kosten zijn gehuisvest, dus 31 min dan op 1 Januari 1903. Doch, er valt op te merken dat er op laatstgemelden datum slechts 1,677 gehuwde gendarmen waren en 1,811 op 1 Januari 1904, dus 134 meer, waaruit volgt dat het Departement van oorlog in 1903 huisvesting verleende aan nog 165 gehuwde gendarmen.

Ieder jaar komt de Middenafdeeling op tegen deze strijdigheid in het huisvesten van gehuwde gendarmen.

Er is te bekennen dat sedert eenige jaren, vooral sedert 1903, dank het krediet van 30,000 frank, een groote stap vooruit werd gedaan, doch de strijdigheid blijft steeds bestaan.

Verleden jaar beweerde het Departement van Oorlog dat het moeilijk was huisvesting te vinden in de nabijheid der kazernen.

Tegen deze bewering werd zegevierend ingebracht dat de belanghebbenden er wel vinden en dat het zou volstaan ze te vergoeden, om de strijdigheid, waarover wordt geklaagd, te doen verdwijnen.

Het krediet van 110,000 frank, voor de eerste maal uitgetrokken onder de gewone uitgaven, ten einde de brigades per telephoon te verbinden, is voor 1904 begrepen in het krediet voor de gewone uitgaven.

De Middenafdeeling heeft aan het Departement van Oorlog gevraagd volgens welken grondslag het krediet wordt toegekend en wat het Departement van Oorlog van plan is voor de toekomst.

De dienst der telegrafen werd door het Departement van Oorlog aanzocht om al de gendarmerie-kazernen te verbinden met de telephoonnetten.

Deze verbindingen werden tot stand gebracht tegen tariefsprijs, met 35 t. h. korting, toegestaan op abonnementen voor Staatsbesturen, onder beding van zekere verstrekkingen door laatstgemelde, om telephoon-stellages op hunne gebouwen te laten plaatsen.

Daar de laatste verbindingen zijn aan te brengen in streken des lands waar de telephoondienst het minst is uitgebreid, zullen zij aanzienlijke werken vergen, zoodat van nu af aan nog niet gezegd kan worden wanneer zij voltooid zullen wezen.

Vooral brigades in streken des lands waar geen telephoondienst en weinig telegraafdienst bestaat, zou men hoeven te verbinden met groote centrums, en dienaangaande werd onderstaande vraag gesteld, tot aanvulling van de inlichting, door de voorgaande verstrekt.

2e Vraag.	Antwoord.
Hoeveel brigades waren einde 1903 per telephoon verbonden en hoeveel zijn er in 1904 nog te verbinden ?	Einde 1903, waren 270 gendarmerie-brigades per telephoon verbonden en 72 moeten nog worden verbonden.

In den jongsten tijd vielen sommige hooge graden in de gendarmerie open en werd de vrees geopperd dat die graden zouden toegekend worden aan officieren des legers.

Vroeger werd die vrees ook in de Kamer geuit, en de drukpers herhaalde ze. Dienaangaande stelde de Middenafdeeling deze vraag :

3e Vraag.	Antwoord.
De Middenafdeeling vraagt dat in beginsel, en behalve voor het opperbevelhebberschap, de graad van officier worde voorbehouden aan hen die hunne loopbaan maakten in de gendarmerie, en wel om niet eene loopbaan te verbreken, waarin zij bijzondere bevoegdheid verwierven.	Sedert lang werd niemand die tot het leger behoort, aangesteld als hoofd-officier of lager officier bij de gendarmerie. Toch kan de Regeering zich in beginsel niet verbinden om in iedere omstandigheid aldus te handelen. De loopbaan der officieren bij de gendarmerie, waar snellere bevordering bestaat dan bij het leger, zou geenszins in gevaar komen door uitzonderlijke afwijking van de bestaande regelen voor werving en bevordering.

De Middenafdeeling neemt nota van deze verklaring, volgens welke, benoeming van legerofficieren tot graden bij de gendarmerie tot de uitzonderlijke gevallen behoort.

Voor de openbare veiligheid is 't van het hoogste belang dat de officieren der gendarmerie mogen vertrouwen op eene billijke bevordering in de toekomst.

Dit prikkelt hun ijver om eene soms lastige en kiesche taak te vervullen en is de belooning die zij voor hunne verkleefdheid mogen verwachten.

Ontgaat hun die hoop, na langdurende eerlijke diensten, wat kan daaruit volgen, zooniet ontmoediging en dezer nasleep ?

Splitsing der compagniën in Henegouw en Brabant.

Ingevolge een wensch, uitgedrukt door de Middenafdeeling in 1900, werden de compagniën in Brabant en Henegouw gesplitst, zoodat er thans vier zijn, gevestigd te Brussel en te Elsene, te Bergen en te Charleroi. De compagniën te Brussel en te Bergen worden aangevoerd door kapiteins-commandanten, en toch zijn de compagniën te Elsene en Charleroi volstrekt onafhankelijk van de andere. Te dien einde bestaat te Elsene en te Charleroi voor deze twee nieuwe compagniën een raad van beheer, eene volslagen ingerichte boekhouding, met rekening-courant ter Bank, kortom, eene volledige inrichting van compagniën in staat van dienst.

De twee nieuwe compagniën, die men *voorloopige groepen* heette, aangevoerd door tweede-kapiteins, schijnen slechts overgankelijk te zijn ingericht.

Welnu, sedert 1901, toen deze compagniën tot stand kwamen, tot heden, heeft, men mag het zeggen, de ondervinding gesproken. Beide zijn volkomen ingericht en er bestaat geene reden om een voorloopigen toestand te behouden, die lang genoeg heeft geduurd. Stellig is het onmogelijk deze nieuwe compagniën af te schaffen en ze terug bij de oude in te lijven.

De voorloopige toestand is regel geworden voor die compagniën, dus moet dat met de commandanten insgelijks het geval wezen.

De kosten om dien voorloopigen toestand te regelen, beloopen *3,000* fr.

Een der grootste bezwaren van zulken toestand is dat hij verwarring brengt in de betrekkingen van de bestuurs- en van de krijgsoverheden met de compagniën in Brabant en Henegouw. 't Gebeurt dat stukken, van uitsluitend belang voor de compagniën te Brussel en te Charleroi, naar Brussel en Bergen aan de kapiteins-commandanten worden toegezonden, en moeten terugkomen naar de kapiteins der compagniën te Elsene of te Charleroi. Dat verwekt voor dezen dienst schadelijk tijdverlies.

De Middenafdeeling verzoeht den heer Minister om dien toestand met welwillende aandacht na te gaan.

Buitengewone uitgaven.

Onder hoofdstuk III, artikel 3, der inleidingsnota, is een krediet van 1,246,000 frank aangevraagd voor verbetering der kazerneering, gebouwen en meubelen.

« Dit krediet is een vervolg op die welke op de begrootingen der vier » laatste dienstjaren werd toegestaan. »

4e Vraag.

De Middenafdeeling vroeg om eenige bijzonderheden over het gebruik van het krediet tot verbetering van de kazerneering der gendarmerie (gebouwen en meubelen), zijnde 1,246,000 frank.

Welke kazernen werden in 1903 gebouwd en hersteld?

Welke som werd inzonderheid besteed aan de kazerne ter vervanging dergene te Tervuren?

Antwoord.

Eene som van nagenoeg 175,000 frank wordt besteed om de kazerne voor het vliegend eskadron tot onderrichting voort te bouwen.

Van de beschikbaar blijvende som van 1,071,000 frank wordt nagenoeg 185,000 frank besteed voor den aankoop van gronden tot het bouwen van kazernes te Dinant en te Kortrijk; nagenoeg 70,000 frank voor den aankoop van thans gehuurde eigendommen, aan de kazernen toe te voegen; nagenoeg 11,000 frank voor den aankoop van meubelen ten behoeve van nieuwe brigades; nagenoeg 105,000 frank voor verbetering van bestaande kazernen; nagenoeg 700,000 frank voor het bouwen van nieuwe kazernen, ter vervanging van zeer gebrekkige bestaande kazernen of wel om er nieuwe brigades in op te nemen. Onder deze te bouwen kazernen komen voor: die te Visé, welke in Januari 1904 wordt aanbesteed; die te Hannut, te Asch, te Herderen, te Fleurus, te Kruishouthem, te Oostkamp, te Hofstade en te Zonnebeke.

Onder artikel 6 (nieuw), *Bewapening*, is een krediet van 225,000 frank uitgetrokken.

De Regeering is van plan de gendarmerie te bewapenen met de repetitiekarabijn, model 1889, met bajonet.

Dienaangaande stelde de Middenafdeeling onderstaande vraag:

5e Vraag.

Hoeverre staat het met de bewapening der gendarmen?

Antwoord.

Thans bestaat de bewapening der gendarmerie uit: A) *voor de gendarmen te voet*: een kort Albini-musket met bajonet;

een korten krommen sabel;

eene automatische pistool, van hetzelfde model als die der officieren bij het leger;

B) *voor de gendarmen te paard*, dezelfde wapens als hierboven (uitgezonderd den korten sabel) en een ruiterijsabel.

*
* *

Reeds verleden jaar wilde het Departement van Oorlog het Albini-musket

der gendarmen vervangen door het verbeterd repetitiegeweer, in gebruik bij onze ruiterij.

Heel waarschijnlijk zal men eerlang kunnen besluiten om tot bewapening der gendarmerie de Mauser-karabijn te kiezen. Aangezien deze karabijn is voorzien van een yatagan, wordt daardoor natuurlijk de korte kromme sabel der gendarmen te voet vervangen.

Eene som van 225,000 frank, te besteden aan het vervaardigen der noodige 5,500 karabijnen, eene zekere reserve inbegrepen, is uitgetrokken onder de buitengewone uitgaven op de begrooting der gendarmerie van 1904.

Zoodra de gendarmen de Mauserkarabijn bezitten, zullen zij opperbest zijn gewapend, en wel met :

Eene repetitie-karabijn met yatagan ;

Eene automatische pistool ;

Een ruiterijsabel (voor de gendarmen te paard).

De andere artikelen van het hoofdstuk der buitengewone uitgaven zijn ten overvloede gestaafd door de inleidingsnota en vergen geene nadere uitlegging.

Landelijke politie.

Sedert jaren wordt in het verslag over de Begrooting der gendarmerie (zie verslagen 1901, 1902, 1903), gevraagd naar het sedert even langen tijd beloofde ontwerp tot hervorming der landelijke politie, en telken jare komt hetzelfde antwoord :

« Eene daartoe ingestelde commissie bestudeert een ontwerp tot herin- » richting der landelijke politie. »

Verleden jaar gaf het verslag een geschiedkundig overzicht van de werkzaamheiden der beruchte commissie.

Wellicht is het niet ongepast het te herhalen.

Eene eerste commissie, die een ontwerp tot herinrichting der gendarmerie en der landelijke politie zou bestudeeren, kwam in 1892 tot stand.

Zij stelde een zeer volledig ontwerp op, dat verviel met de ontbinding der Kamer.

Den 10n Augustus 1901, wordt eene nieuwe commissie aangesteld.

Den 2n Januari 1902, achtte deze commissie het noodig zich een zeker getal leden toe te voegen.

« Tot 1n Februari 1903 » zoo luidde verleden jaar het antwoord der Regeering aan de Middenafdeeling, « had de Commissie, belast met het bestudeeren van de vraagstukken betreffende de landelijke politie, en geroepen om

insgelijks haar oordeel uit te brengen over het ontwerp van wet tot herinrichting van de gendarmerie, vijftien vergaderingen gehouden. Zij denkt eerlang den uitslag harer werkzaamheden mede te deelen aan de Regeering. »

Thans herhaalt de Middenafdeeling hare vraag :

6e Vraag.	Antwoord.
Hoe staat het met de landelijke politie ? Hoe verre zijn de werkzaamheden der bij koninklijk besluit van 10 Augustus 1901 ingestelde commissie gevorderd ?	De werkzaamheden der commissie zijn afgeloopen. De Regeering wacht op het verslag dat haar eerlang wordt overgemaakt.

Dus moeten wij wel wachten naar dit verslag dat drie jaar studie vergde.

In afwachting, zij het ons veroorloofd de wenschen te herinneren, die werden uitgebracht op verscheidene congressen en in landbouw- en nijverheidsvereenigingen :

1° Noodige hervorming der wet van 27 November 1891, betreffende de wanbedrijven, gepleegd door minderjarige kinderen ;

2° Het is noodig ten spoedigste de landelijke politie te hervormen, door het versterken van de gendarmerie-posten, dezer verbinding per telephoon of door haar zekere bijzondere diensten op te dragen ;

3° Wederaanstelling van de bijzondere nijverheidswachters.

Al die punten werden behandeld in het verslag van 1903.

BERAADSLAGING IN DE AFDEELINGEN.

1e afdeeling : De Begrooting wordt goedgekeurd met 10 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

2e afdeeling : De Begrooting wordt goedgekeurd met 14 stemmen tegen 1.

3e — De Begrooting wordt goedgekeurd met eenparige stemmen min 1 onthouding.

4e afdeeling : De Begrooting wordt goedgekeurd met 9 stemmen tegen 3.

5e — De Begrooting wordt goedgekeurd met 8 stemmen tegen 1.

6e — De Begrooting wordt afgestemd met 7 tegen 6 en 1 onthouding.

Bij eenparigheid der vijf aanwezige leden werden in de Middenafdeeling Begrooting en verslag goedgekeurd.

De Verslaggever. *De Voorzitter,*

Jules DALLEMAGNE. E. NERINCX.